
Italie, la voix de la Russie en Europe ?



Nadejda Arbatova

Septembre 2011

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2011

ISBN : 978-2-86592-864-4

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

– A. Malashenko, « Caucase du Nord, l'"homme malade" de la Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 61, juin 2011;

– P. Baev, « Les mutations du terrorisme au Caucase du Nord », *Russie.Nei.Visions*, n° 60, juin 2011;

– J. Nocetti, « "e-Kremlin" : pouvoir et Internet en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 59, avril 2011.

Auteur

Nadejda Arbatova est docteur en sciences politiques et directrice du département d'études politiques européennes à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des Sciences de Russie (IMEMO). Elle est également directrice de l'ONG Fonds de soutien à l'intégration européenne (FPEI), membre du Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP) et auteur de nombreux livres et articles consacrés aux questions de l'intégration européenne, de la sécurité européenne et de la politique européenne de la Russie. Parmi ses publications récentes sur les sujets d'actualité dans la presse internationale : « Break-through is Possible : The Changing Relations between Russia and the West », *Security Times*, 11 février 2011 ; « Kosovo kak precedent dlâ Livii » [Le Kosovo, un précédent pour le cas libyen], *Nezavisimâ gazeta*, 5 avril 2011 ; « Pravyj kren Evropy » [L'Europe met le cap à droite], *Voenno-promyšlennyj kur'er*, Moscou, 11 mai 2011 ; « Predsedatel'stvo po-pol'ski » [Présidence à la polonaise], *Nezavisimâ gazeta-Dipkur'er*, 16 mai 2011. Elle est aussi l'auteur du chapitre « Europe, Nuclear Disarmament and Nonproliferation : What Next ? » in *Getting to Zero. The Path to nuclear Disarmament*, sous la direction de C. Mc Ardle Kelleher et J. Reppy, Stanford, California, 2011.

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
LES IMPERATIFS DU PARTENARIAT ECONOMIQUE.....	7
Le « pragmatisme économique » comme force motrice	8
Sécurité énergétique à l'italienne.....	10
Plus qu'une simple amitié	11
LE PARTENARIAT POLITIQUE : AMITIE PERSONNELLE OU <i>REALPOLITIK</i> ?	14
Une prédisposition personnelle ?.....	14
La Russie dans la politique étrangère italienne.....	17
CONCLUSION	21

Résumé

L'Italie est l'un des principaux partenaires européens de la Russie. Une coopération bilatérale intense se déploie dans presque tous les domaines ; les échanges économiques sont denses ; et les positions des deux États sont proches ou concordent sur la majorité des grands dossiers internationaux. Les nombreuses rencontres personnelles entre les dirigeants des deux pays organisées ces dernières années illustrent le caractère privilégié des relations russo-italiennes. Cet article se propose de mettre en évidence la spécificité de ces relations et d'analyser les facteurs objectifs et subjectifs qui les définissent.

Introduction

L'Italie est l'un des partenaires les plus significatifs de la Russie au sein de l'Union européenne. À l'heure actuelle, elle est le quatrième partenaire commercial de la Russie hors « étranger proche » et le troisième parmi les pays de l'UE. Rome est favorable à la suppression du régime des visas entre l'UE et la Russie et se montre plus bienveillante que les autres membres de l'OTAN envers bon nombre des initiatives de Moscou dans le domaine de la sécurité européenne. Les relations russo-italiennes reposent sur l'Accord d'amitié et de coopération que les deux pays ont signé en octobre 1994 et sur le Plan d'action pour les relations entre la Fédération de Russie et la République d'Italie signé en février 1998. Il faut cependant souligner que l'histoire de ces relations est bien plus ancienne. Il s'agit de l'un des rares cas où la formule « liens traditionnels » ne constitue pas une exagération relevant de l'étiquette diplomatique, mais reflète réellement l'enchevêtrement étroit des contacts culturels, politiques et économiques entre les deux pays depuis le XVII^e siècle.

Cette attraction mutuelle historique explique en bonne partie le fait que les deux pays aient su préserver et enrichir leurs relations durant la seconde moitié du XX^e siècle, alors qu'ils appartenaient à deux blocs politiques opposés. À plusieurs reprises, l'Italie a pris des initiatives pour réduire les tensions entre l'URSS et l'Occident. Son éloignement de l'épicentre de la lutte entre l'Est et l'Ouest, ainsi que sa position périphérique dans l'OTAN, déterminaient une attitude plus distanciée de ses dirigeants vis-à-vis de la « menace soviétique », même s'ils ne manquaient pas de recourir à la rhétorique antisoviétique, incontournable à l'époque.

Dans le même temps, comme l'a souligné la chercheuse russe Svetlana Kniazeva, l'élite intellectuelle et politique italienne, y compris le Parti communiste italien, a largement contribué à la formation d'une image négative de l'URSS et, partant, à la définition des comportements à adopter à l'égard des Russes. « Le Parti communiste [...], dont l'influence en Italie s'est significativement renforcée dans les années 1970, surtout après l'adoption des doctrines de l'eurocommunisme et du compromis historique, est devenu l'un des principaux dénonciateurs des manifestations de l'arbitraire en Union soviétique »¹. Cependant, les relations économiques et commerciales entre les deux pays n'ont pas été affectées et ont fait preuve d'un dynamisme certain. Cela a permis au diplomate et éditorialiste Sergio Romano de remarquer (à juste titre) que « l'Italie est l'un des pays

Traduit du russe par Boris Samkov.

¹ S. Knâzeva, « Rossiâ glazami ital'ancev : včera i segodnâ » [La Russie vue par les Italiens : hier et aujourd'hui], *Vestnik Evropy*, n° 22, 2008, <<http://magazines.russ.ru/vestnik/2008/22/kn8.html>>.

occidentaux qui appliqu[ai]ent le plus fidèlement le principe de coexistence pacifique entre des États aux systèmes sociopolitiques antagonistes »².

En d'autres termes, l'Italie, comme le reste de l'Europe, a considéré la Russie – cet État qui, au cours de son histoire, a incarné successivement l'absolutisme monarchique, la tyrannie stalinienne, le réformisme gorbatchévien et l'« autoritarisme éclairé » des leaders post-soviétiques – avec un mélange de sentiment de supériorité, de crainte et de respect.

La profonde transformation de la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique a ouvert une nouvelle étape du développement des relations entre les deux pays. Traditionnellement, ces relations se fondaient sur les échanges économiques et culturels ; mais la dissolution de l'URSS et la faillite de l'idéologie communiste ont offert des perspectives nouvelles à la coopération dans le domaine politique, notamment sur les dossiers internationaux les plus substantiels.

² S. Romano, « Ambassador Reflects », *International Affairs*, n° 6, Vol. 34, 1988, <<http://dlib.eastview.com/browse/doc/20297143>>.

Les impératifs du partenariat économique

Les échanges commerciaux entre la Russie et l'Italie reposent sur la complémentarité de leurs économies. L'Italie ne dispose pas de suffisamment de ressources naturelles pour satisfaire les besoins de son industrie, et la relative étroitesse de son marché intérieur rend son économie fortement dépendante de ses exportations industrielles et agricoles. La Russie est à la fois un exportateur majeur d'hydrocarbures et un marché prometteur pour l'écoulement de produits italiens. Certes, l'Italie ne fait pas exception parmi les pays de l'UE en ce qui concerne la dépendance énergétique envers la Russie et le souhait réciproque de développer les relations commerciales. Cependant, ces facteurs, conjugués aux liens historiques entre les deux pays, à l'amitié personnelle de leurs leaders et à leurs ambitions politiques, créent un contexte particulièrement favorable au rapprochement bilatéral. L'Italie est le troisième partenaire commercial de la Russie au sein de l'UE après les Pays-Bas et l'Allemagne : en 2010, les échanges entre les deux pays se sont élevés à 37,3 milliards de dollars (à titre de comparaison, cette même année, les échanges russes avec l'Allemagne ont représenté 51,8 milliards de dollars, et avec la France 22,6 milliards de dollars)³. Près de 500 compagnies italiennes sont installées en Russie. Le ministre italien du Développement économique, Claudio Scajola, a souligné lors du sommet économique russo-italien de Moscou en avril 2009 que « les grandes sociétés ne sont pas les seules à pouvoir continuer de développer leurs liens avec la Russie : les petites et moyennes entreprises ont également cette possibilité »⁴.

En mars 2011, l'Italie n'occupait que la quinzième place des pays de l'UE en termes de volume d'investissements cumulés en Russie (896 millions de dollars, dont 658 millions en investissements directs) et la seizième place pour ce qui est du volume des investissements russes dans les pays de l'UE⁵. Bien entendu, ces chiffres ne tiennent pas compte de la présence dans certains pays de l'UE (par exemple à Chypre) de capitaux russes rapatriés qui reviennent en Russie comme investissements étrangers. En réalité, l'Italie occupe une place plus élevée dans ce classement. Toutefois, sa place reste relativement modeste, ce qui

³ Statistiques du commerce extérieur et des investissements entre la Russie et l'UE, Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie, <www.gosman.ru/?news=15666>.

⁴ « Italo-rossijskij èkonomičeskij forum v formate "business to business" » [Le forum économique italo-russe au format « business to business »], *Itogi*, 16 avril 2009, <www.italynews.ru/material_5778.html>.

⁵ Statistiques du commerce extérieur et des investissements entre la Russie et l'UE, Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie, <www.gosman.ru/?news=15666>.

s'explique par la spécificité sectorielle de l'économie italienne, sa taille et par un climat d'investissement insuffisamment favorable en Russie.

Le « pragmatisme économique » comme force motrice

Il faut souligner que l'Italie a souvent pris les devants sur les autres pays de l'UE en matière de relations commerciales avec l'URSS, puis la Russie. Rome s'est parfois distinguée par des décisions originales : ainsi, en 1964-1965, contournant les accords passés entre les pays du « Marché commun » sur la limitation à cinq ans des crédits accordés aux pays socialistes, l'Italie a octroyé à l'URSS un crédit de 100 millions de roubles sur dix ans, avec un taux d'intérêt annuel de 6,2 %, pour financer l'achat par Moscou de voitures, d'équipements et de navires italiens. Autre exemple : lors de la signature de l'accord sur les échanges commerciaux pour la période 1966-1969, l'Italie, violant les obligations de son appartenance à la CEE (Communauté économique européenne), a renoncé à la clause lui permettant de dénoncer l'accord si celui-ci ne correspondait pas aux décisions du « Marché commun »⁶. On trouve également à son actif les premiers achats de pétrole soviétique dans les années 1950, la vente à l'URSS de stations de compression de gaz dans les années 1980, en plein embargo décrété par les principales puissances occidentales, et, ces dernières années, la signature d'un accord sur la possibilité de la réexportation du gaz importé de Russie, la création dans les régions de la Fédération de Russie de « districts industriels » comportant une présence italienne et le développement de schémas de financement de projets sans garantie souveraine russe, *via* la conversion de la dette nationale⁷. En 2003, Gazprom et la compagnie italienne ENI se sont entendus pour supprimer dans les contrats en cours la clause interdisant la réexportation ; dans le même temps, les deux majors ont incorporé dans leurs accords un mécanisme économique alternatif empêchant une concurrence déloyale (les détails de ce mécanisme n'ont pas été rendus publics)⁸.

L'intensification de la coopération économique entre les deux pays s'explique en partie par la croissance économique observée en Russie. Celle-ci, à son tour, a coïncidé avec l'élection de Vladimir Poutine à la présidence en 2000. Les observateurs italiens ont généralement porté la restauration économique de la Russie et l'attractivité nouvelle du marché russe lors du premier mandat de Poutine (2000-2004) au crédit du président, même si l'une des raisons principales de ces succès était

⁶ Cf. « Istorîâ rossijsko-ital'ânskikh torgovo-èkonomičeskikh otnošenij » [Histoire des relations commerciales et économiques russo-italiennes], sur le site d'informations des représentations commerciales de la Fédération de Russie, <www.torgpredstvo.ru/torg_pred.php?id_land=36&view_doc=1&id_doc=45>.

⁷ S. Zonov, « Novyj impul's rossijsko-ital'ânskikh otnošenij » [Une nouvelle impulsion pour les relations russo-italiennes], Journal fédéral d'information et d'analyse *Senator*, 2004, <www.senator.senat.org/russia-italia.html>.

⁸ « Dolgosročnye kontrakty : Kratkij analiz suščestvujuščih èksportnyh kontraktov » [Contrats longue durée : brève analyse des contrats d'exportation existants], 24 septembre 2007, <gasforum.ru/obzory-i-issledovaniya/583>.

directement corrélée au niveau très élevé des prix du pétrole⁹. En tout état de cause, la croissance russe était de 6,5 % en moyenne, le budget et la balance commerciale étaient excédentaires, la dette extérieure est passée de 50 % du PIB à 30 %, les réserves en devises ont augmenté, la fuite des capitaux s'est ralentie et le niveau de vie moyen de la population s'est amélioré. En outre, d'après certains experts italiens, la politique étrangère de Poutine, énergique et pragmatique, a permis de renforcer le statut international de la Russie et de gagner le respect et la bienveillance de l'Occident. Dans un article intitulé « La Russie se rend à Poutine » (paru dans le *Corriere della Sera*), le journaliste F. Valentini citait de nombreuses critiques visant le président russe, mais constatait qu'elles ne l'empêchaient nullement de jouir d'une immense popularité fondée sur « l'augmentation lente mais constante » du niveau de vie des Russes. À ses yeux, sous Poutine, « Moscou a retrouvé des intérêts nationaux et la détermination à les défendre »¹⁰. Grâce à tous ces facteurs, l'Italie, ainsi que d'autres pays de l'UE, considérait désormais la Russie comme un partenaire économique attractif.

En 2002 fut créé un Groupe de travail pour le développement des accords entre Vladimir Poutine et Silvio Berlusconi. Son objectif est de faciliter la mise en place sur le territoire russe de pôles industriels et de zones économiques spéciales, d'activer les contacts bilatéraux dans le domaine de la coopération industrielle et d'assurer la coopération scientifique et technique au niveau des régions et des entreprises¹¹. L'idée de créer en Russie des « districts industriels » a suscité un vif intérêt chez les autorités régionales russes comme italiennes, ainsi que chez les associations d'entrepreneurs. À l'heure actuelle, dix-sept régions russes sont impliquées dans ce projet à des degrés variables. Les premiers résultats pratiques se font déjà voir. Citons un projet-pilote : la création dans l'oblast de Lipetsk d'un district industriel fabriquant divers produits électroménagers autour d'une fabrique de réfrigérateurs appartenant à la firme italienne Merloni¹². En 2010, malgré le contexte morose dû à la crise économique mondiale, l'Italie et la Russie ont lancé plusieurs nouveaux projets : « Fiat-Sollers » au Tatarstan ; le complexe agro-industriel Cremonini dans la banlieue de Moscou ; et le démarrage de la production en série de l'avion régional « Superjet » construit par la compagnie russe Soukhoï et le consortium italien Finmeccanica. Un accord a également été conclu sur la fabrication de camions militaires Iveco en Russie, pour exportation ultérieure vers les pays de la CEI¹³.

⁹ S. Guriev, « Buduščee Rossii : kakoe nasledstvo ostavit Putin ? » [Le futur de la Russie : quel sera l'héritage de Poutine ?], *The New York Times* (traduit en russe par Inopressa.ru), 25 mars 2004.

¹⁰ Cité dans : M. Corti, « Vo glave sammita G8 – prezident Rossii » [Le président de la Russie se trouve à la tête du sommet du G8], *Nevskoe vremâ*, 27 juin 2006, <www.mario-corti.com/press/>.

¹¹ Le groupe de travail fonctionne sur la base du Mémorandum de compréhension mutuelle signé lors de la visite de Vladimir Poutine en Italie en juillet 2003 et du Plan d'opérations conjointes pour la période 2009-2011. Le groupe de travail se réunit deux fois par an, alternativement en Russie et en Italie.

¹² S. Zonov, *op. cit.* [7].

¹³ « Italiâ i Rossiâ : partnêrstvo na gosudarstvennom urovne » [Italie et Russie : un partenariat au niveau étatique], interview de l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Italie en Russie, Claudio Surdo, 11 mai 2010, <<http://bujet.ru/article/77480.php>>.

Sécurité énergétique à l'italienne

Le « pragmatisme économique » propre aux hommes d'affaires italiens les a poussés à se montrer de plus en plus audacieux dans le secteur énergétique, lequel suscite de nombreuses tensions entre la Russie et l'UE. Le géant énergétique russe Gazprom – qui, d'après Vladimir Poutine, constitue un « puissant levier de l'influence politique russe dans le monde » – n'a jamais effrayé les hommes d'affaires italiens. *The Economist* écrivait même, en avril 2007 :

« Les compagnies italiennes ENI et Enel ont directement servi les intérêts de Gazprom en faisant l'acquisition des actifs expropriés à la société en faillite Loukos, lors d'une vente aux enchères à la légalité douteuse. Auparavant, les deux majors s'étaient entendues avec Gazprom sur la transmission du paquet de contrôle de ces actifs au géant russe, lequel n'avait pas osé participer directement à la vente aux enchères »¹⁴.

En récompense, ENI et Enel ont pu avoir accès aux gisements gaziers russes ; elles se sont également vu promettre une place au conseil d'administration de Gazprom. En outre, Gazprom a passé avec ENI des contrats de longue durée, ce qui illustre la fermeté des liens entre les deux géants, même dans le contexte instable né des réformes en cours sur le marché énergétique de l'UE.

La proposition de Dmitri Medvedev consistant à offrir à l'Ukraine un crédit afin de garantir la sécurité énergétique de l'Europe a été mieux reçue par le monde des affaires italien que par les instances de l'UE. À son tour, le premier ministre italien Silvio Berlusconi a promis de suggérer à l'Union européenne d'aider Kiev à payer le gaz russe, en payant la moitié de la dette gazière ukrainienne à la Russie¹⁵.

Dès l'apparition du projet de gazoduc South Stream, auquel participait ENI, l'Italie l'a énergiquement soutenu, malgré la défiance de Bruxelles. En mai 2009, Gazprom et ENI ont signé la deuxième annexe au Mémorandum de compréhension mutuelle du 23 juin 2007 sur les étapes à venir de la réalisation du projet South Stream. En janvier 2011, le ministre italien de l'Industrie, Paolo Romani, a ouvertement protesté contre les tentatives américaines visant à fusionner les projets Nabucco et South Stream¹⁶.

La volonté de l'Italie de s'implanter durablement sur le marché énergétique russe a rencontré une réaction mitigée à Bruxelles, où l'on n'est guère favorable par principe à une coopération bilatérale étroite entre les pays de l'UE et la Russie dans le domaine de l'énergie. On estime généralement à Bruxelles que le désir de se garantir un approvisionnement

¹⁴ *The Economist*, « Poziciã Gazproma zavisit ot podderžki so storony evropejskih koncernov, ãvlãûšihsã v svoih stranah liderami otraslej – Gaz de France, ENI i Ruhrgas » [La position de Gazprom dépend du soutien des consortiums européens qui sont leaders dans leurs pays : Gaz de France, ENI et Ruhrgas], 13 avril 2007, <www.rosinvest.com/news/281540/>.

¹⁵ « Evropa ne budet pomogat' Ukraine oplãivat' rossijskij gaz » [L'Europe ne va pas aider l'Ukraine à payer le gaz russe], <<http://ru.tsn.ua/ukrayina/evropa-ne-budet-pomogat-ukraine-oplachivat-rossiiskii-gaz.html>>.

¹⁶ Des compagnies pétrolières de France, d'Autriche, de Bulgarie, de Serbie, de Hongrie, de Grèce, de Roumanie, de Slovénie et de Croatie participent à South Stream aux côtés de Gazprom et ENI.

d'énergie stable en provenance de Russie incite souvent l'Italie à accepter des compromis douteux avec Moscou sur les questions politiques comme économiques. Le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a voulu apaiser les Américains et certains pays de l'UE, qui s'inquiétaient ouvertement de la dépendance croissante de l'Italie envers le gaz russe :

« La dépendance énergétique de l'Italie vis-à-vis de la Russie est largement inférieure à celle de nombreux autres pays. Nous dépendons à 30 % de la Russie ; le reste de notre énergie, nous l'achetons en Libye, en Algérie et dans le golfe Persique. Nous comptons parmi les pays européens les plus en pointe en matière de diversification de nos approvisionnements énergétiques »¹⁷.

Comme l'a souligné le journaliste italien Andrea Forti, les relations entre l'Italie et la Russie ne peuvent être réduites à l'amitié qui lie Vladimir Poutine à Silvio Berlusconi. De même, elles ne doivent pas être perçues exclusivement sous le prisme de la politique énergétique, qui conduit inévitablement à conclure au « risque d'une dépendance énergétique de l'Italie à l'égard de la Russie »¹⁸.

Plus qu'une simple amitié

Il est indiscutable que l'amitié personnelle que se vouent Silvio Berlusconi et Vladimir Poutine a joué un certain rôle dans les relations économiques bilatérales. Elle a contribué à la création d'un contexte informel favorable encourageant les hommes d'affaires italiens à croire en l'avenir de la Russie. Mais il serait trop simpliste d'attribuer à ce seul facteur le développement des liens économiques entre les deux pays. Le partenariat économique n'a guère été marqué par les changements de majorité en Italie. L'éditorialiste Mario Corti écrivait ainsi après la victoire de Romano Prodi en 2006 :

« Les relations interétatiques ne se bâtissent pas sur la bonne entente de leurs gouvernants. En règle générale, les liens exclusivement économiques ne dépendent même pas de l'idéologie du parti politique au pouvoir. Dans leurs relations bilatérales, les pays agissent en fonction de leurs intérêts nationaux et cherchent à passer des accords mutuellement profitables »¹⁹.

Avant même les élections, les milieux d'affaires italiens ont tenté de convaincre Vladimir Poutine que les deux pays pourraient continuer de coopérer efficacement même si Silvio Berlusconi perdait le pouvoir. À cet égard, la visite à Moscou du président du conglomérat industriel italien Finmeccanica, Pier Francesco Guarguaglini, a été très révélatrice. Les observateurs s'accordent à dire que ce n'est pas un hasard si le plus grand

¹⁷ « Italiâ vystupila protiv Nabucco i podderžala "Ūžnyj potok" » [L'Italie s'est prononcée contre Nabucco et a soutenu South Stream], *Finansmag.ru*, 21 août 2009, <www.irex.uz/italiya-vystupila-protiv-nabucco-i-podderzhala-yuzhnyj-potok/>.

¹⁸ A. Forti, « Italiâ-Rossiâ. Delo ne tol'ko v gaze » [Italie-Russie : il ne s'agit pas seulement de gaz], *Ragionpolitica.it*, 5 décembre 2009, <www.inosmi.ru/europe/20091207/156882485.html>.

¹⁹ M. Corti, « U ikry i vodki ne možet byt' plohih otnošenij » [Le caviar et la vodka ne peuvent pas avoir de mauvaises relations], *Nevskoe Vremâ*, 24 juin 2006, <www.mario-corti.com/press/#-22>.

industriel italien a effectué un déplacement à Moscou à la veille des élections. À ce moment-là, Berlusconi semblait condamné à subir une défaite cinglante dans les urnes. Ce voyage ne signifiait donc qu'une chose : le monde des affaires italien a voulu démontrer qu'il n'avait pas besoin du *Cavaliere* pour entretenir de bonnes relations avec la Russie²⁰.

C'est d'ailleurs sous Romano Prodi, en 2007, que les ministres et les entrepreneurs des deux pays ont signé dix accords dans le cadre du forum russo-italien. En outre, c'est à cette même époque qu'un projet de coopération a été élaboré par l'Italien Enel et le Russe Rosatom. D'autres contrats ont été signés entre Intesa Sanpaolo, Mediobanca et la banque russe VTB, portant sur la coopération dans certains programmes de crédit. Des mesures ont été prises en faveur de la modernisation du secteur énergétique russe. Le nouveau premier ministre italien a confirmé que ses relations avec le président russe étaient au beau fixe, non sans égratigner au passage son prédécesseur : « J'ai d'excellentes relations avec Vladimir Poutine, mais je n'ai jamais aimé en faire étalage »²¹.

Le départ de Prodi et le retour de Berlusconi en 2008, de même que le glissement de Poutine au poste de premier ministre cette même année, n'ont rien changé à la coopération économique entre la Russie et l'Italie. Celle-ci progressait comme une locomotive avançant sur des rails parfaitement huilés, et seule la crise financière mondiale a pu la freiner. Cette crise, qui a une fois de plus mis en évidence les faiblesses de l'économie russe, fondée sur l'exportation des ressources naturelles, a démontré que sans une modernisation significative, la Russie risquait fort de rester sur le bas-côté du développement mondial ; or toute modernisation est par définition impossible à l'écart du monde moderne.

Le concept de la modernisation de la Russie a été formulé dans la Déclaration commune de la Russie et de l'UE « le Partenariat pour la modernisation », lors d'un sommet tenu à Rostov-sur-le-Don en 2010. Cette déclaration a été signée par tous les grands États-membres de l'UE, à l'exception de la Pologne et du Royaume-Uni. Trois pays – l'Allemagne, la France et l'Italie – se sont vu conférer un rôle significatif en matière de développement des liens économiques et commerciaux. Le partenariat pour la modernisation entre la Russie et l'Italie est essentiellement lié à South Stream, au renouvellement et au développement des chemins de fer, des ports et des aéroports russes, et à la coopération autour des Jeux olympiques de 2014. Si l'idée selon laquelle la modernisation de la Russie peut se faire *via* sa collaboration avec l'UE est un progrès indéniable, il ne faut cependant pas en surévaluer la portée pratique. Ce partenariat connaît des interprétations différentes en Russie et dans certains pays de l'UE ; dans le fond, il se limite à quelques projets.

Lors d'une discussion sur le « Partenariat pour la modernisation » avec le président Dmitri Medvedev, le premier ministre Berlusconi a souligné que le régime des visas en vigueur entre la Russie et l'UE constituait un obstacle à la mise en œuvre de ce programme et a promis de défendre auprès des instances européennes la suppression des visas. Il

²⁰ N. Filchenko, « Družba na službe » [Du bon usage de l'amitié], *Kommersant*, Supplément Guide (Italie), n° 68 (3 399), 18 avril 2006, <www.kommersant.ru/Doc/665676/Print>.

²¹ E. Utkin, « My ne dolžny boât'sâ krizisov » [Nous ne devons pas craindre les crises], *Èkspert*, 3 avril 2006, <http://expert.ru/expert/2006/13/interview_prodi_77929/>.

s'est également dit prêt à continuer de soutenir la modernisation de la Russie par les investissements italiens, mais à une condition :

« De nombreuses compagnies travaillent déjà en Russie. Mais elles doivent faire face à un obstacle de taille : la pression bureaucratique. Nous aimerions que nos entreprises puissent faire des affaires en Russie sans devoir obtenir au préalable d'innombrables autorisations. Nos sociétés espèrent que le gouvernement russe a la volonté de simplifier ces procédures »²².

Il est évident que la modernisation économique de la Russie ne saurait être réalisée par le biais d'accords informels ; elle doit nécessairement s'accompagner d'une modernisation politique, c'est-à-dire de la démocratisation du pays. Pour attirer les investissements étrangers, la Russie doit garantir la protection de la propriété privée et de la propriété intellectuelle ; or, pour cela, il faut des tribunaux indépendants ; et pour que ceux-ci fonctionnent, il faut une séparation des pouvoirs réelle, et pas uniquement symbolique. Seul un tel système pourrait mettre fin à l'arbitraire bureaucratique et à la corruption – deux fléaux que les entrepreneurs italiens dénoncent régulièrement²³, même s'ils se sont relativement adaptés aux spécificités du marché russe – et libérer les relations économiques bilatérales de toute dépendance envers l'amitié personnelle des leaders, qui suscite la circonspection des partenaires européens de l'Italie.

²² I. Granik, « Razgovor šel na "ty" i na vizy » [Ils se sont tutoyés et ont discuté des visas], *Kommersant*, n° 133 (4 433), 24 juillet 2010, <www.kommersant.ru/doc/1475416>.

²³ Le premier ministre italien Silvio Berlusconi a lui aussi évoqué les obstacles bureaucratiques à la coopération économique lors de la visite du président Dmitri Medvedev en Italie en février 2011.

Le partenariat politique : amitié personnelle ou *Realpolitik* ?

Le partenariat politique est qualifié dans les deux pays de « privilégié » ou de « stratégique ». D'après Dmitri Medvedev, « les relations russo-italiennes revêtent un caractère très important, je dirais même stratégique, pour permettre aux pays européens – que ce soit dans le cadre de l'Union européenne ou de façon bilatérale – de jeter les fondations d'un lien solide avec la Russie »²⁴.

L'Italie n'est pas le seul pays de la « vieille Europe » à entretenir des « relations stratégiques » avec la Russie. Mais il serait difficile de trouver un autre pays dont le leader aurait eu autant d'entretiens bilatéraux avec les plus hautes personnalités de l'État russe. L'Italie ne peut pas concurrencer l'Allemagne en termes de volumes globaux d'échanges commerciaux et d'investissements en Russie, mais grâce aux relations personnelles de Berlusconi et de Poutine, elle est perçue au Kremlin comme étant son partenaire le plus fiable au sein de l'UE²⁵. La contribution italienne au développement de relations politiques stables avec Moscou ne se limite pas à l'entretien d'une conjoncture internationale favorable au partenariat économique. L'Italie considère la Russie comme une composante fondamentale de l'architecture européenne de sécurité et comme un facteur crucial du processus de redéfinition de l'identité de l'OTAN. Selon les autorités italiennes, le rapprochement de l'OTAN et de l'UE de Moscou serait la meilleure façon de garantir la sécurité européenne à long terme²⁶. Il serait erroné d'estimer que cette position ne repose que sur la sympathie mutuelle existant entre Silvio Berlusconi et Vladimir Poutine : cette vision est, en effet, également défendue à Berlin, à Paris et dans plusieurs autres capitales de l'UE.

Une prédisposition personnelle ?

Les relations entretenues par les leaders des deux États ont souvent laissé à penser que l'Italie privilégiait sa coopération avec la Russie à ses obligations au sein de l'UE et de l'OTAN. L'image d'une Italie qui « apaiserait » la Russie grâce à la proximité entre Berlusconi et Poutine a été largement diffusée par les médias italiens et étrangers. Cependant,

²⁴ D. Medvedev, « Rossijsko-ital'ânskie otnošenîâ âvlâûtsâ strategičeskimi » [Les relations russo-italiennes sont d'une importance stratégique], *Rossijskaâ gazeta*, 16 février 2011, <www.rg.ru/2011/02/16/italia-anons.html>.

²⁵ « Putina i Berlusconi svâzyvaût delovye otnošenîâ » [Poutine et Berlusconi sont liés par des relations d'affaires], *The Financial Times*, 18 avril 2008, <www.inosmi.ru/translation/240878.html>.

²⁶ R. Alcaro, « The Italian Government and NATO's New Strategic Concept », *Documenti IAI 1012*, 7 juillet 2010, <www.iai.it/pdf/DocIAI/iai1012.pdf>.

contrairement à l'idée répandue selon laquelle l'amitié personnelle entre deux chefs d'État est un facteur décisif dans les questions internationales, la personnification des relations interétatiques a souvent nui aux deux pays plus qu'elle ne les a aidés.

Pour beaucoup d'observateurs, le retour (après un premier passage au pouvoir en 1994-1995) de Silvio Berlusconi à la tête d'un pays traditionnellement attaché à l'unité européenne, en 2001, a constitué un pas en arrière pour l'UE. Berlusconi considérait sa victoire comme une « douce revanche » et comme la possibilité de démontrer qu'il était capable de mettre en application son programme politique. Dans le cadre de ce programme, il attribuait une grande importance aux relations russo-italiennes et à l'établissement d'une proximité étroite avec la direction russe. C'est pourquoi le premier ministre italien a souvent soutenu Vladimir Poutine sur les dossiers de la Tchétchénie et des droits de l'homme, suscitant le mécontentement tant de la communauté internationale occidentale que de l'opposition italienne. Berlusconi a également été le seul leader italien à proposer d'intégrer la Russie à l'UE. Il a notamment déclaré en octobre 2008 qu'il était favorable depuis des années à l'adhésion de la Russie à l'UE : « Je considère que la Russie est un pays occidental et je veux faire en sorte qu'elle entre dans l'UE dans les prochaines années »²⁷.

Silvio Berlusconi a toujours souhaité jouer un rôle de médiateur entre Washington et Moscou. D'un côté, en s'appuyant sur les bonnes relations qu'il entretenait aussi bien avec George W. Bush qu'avec Vladimir Poutine, le premier ministre italien a tenté à plusieurs reprises de convaincre la Russie que l'élargissement de l'OTAN n'était pas dirigé contre elle. Sa tentative diplomatique ayant viré au fiasco, il a radicalement changé de cap. Lors d'un sommet de l'OTAN tenu en décembre 2008, l'Italie, avec six autres pays membres de l'Alliance, s'est opposée à l'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine au Plan d'Action pour l'Adhésion à l'OTAN, ce qui a beaucoup déplu à Washington.

Il faut cependant reconnaître que les efforts de Berlusconi ont aidé la Russie et l'Occident à surmonter les conséquences de la « crise caucasienne » (après la guerre Russie-Géorgie en août 2008). Dans un discours prononcé à l'occasion du sommet extraordinaire de l'UE le 1^{er} septembre 2008, Berlusconi a déclaré : « Il faut empêcher une confrontation avec la Russie. Il ne faut en aucun cas que la crise au Caucase aboutisse à une nouvelle guerre froide »²⁸. Berlusconi s'est également efforcé de ranimer le Conseil OTAN-Russie lors du sommet du G8 (dont l'Italie avait pris la présidence le 1^{er} janvier 2009) tenu en Sardaigne. Le premier ministre italien a souligné l'importance du renforcement du Conseil OTAN-Russie, dont l'activité était alors bloquée par les États-Unis. En juin 2009, Berlusconi s'est invité à une rencontre des ministres des Affaires étrangères de la Russie et des pays de l'OTAN sur l'île de Corfou. Rappelant qu'il était l'un des pères fondateurs du Conseil OTAN-Russie, il a appelé les chefs de la diplomatie présents à se

²⁷ « Russian Forest Fires Point toward EU », 12 août 2010, <www.theoligarch.com/russia_forest_fires_point_to_eu_membership.htm>.

²⁸ Dž. Bensi, « Nevraždebnaâ sila. Ital'ânskie politiki protiv "holodnoj vojny" s Rossiej » [Une force non ennemie. Les hommes politiques italiens ne veulent pas d'une "guerre froide" contre la Russie], *Vremâ novostej*, n° 161, 3 septembre 2008, <www.vremya.ru/2008/161/5/211763.html>.

concentrer sur la sécurité européenne et la Russie, et non pas sur leurs désaccords concernant la Géorgie²⁹. Une fois de plus, il faisait office de « médiateur » entre la Russie et l'Europe.

Cependant, la politique étrangère de Berlusconi, qui veut concilier le choix européen et l'entretien de relations privilégiées avec Washington et Moscou, n'a pas apporté de grands succès diplomatiques à l'Italie. Au contraire, elle a indéniablement contribué à marginaliser le pays au sein de l'UE. Elle n'a pas, non plus, renforcé la position de la Russie dans ses relations avec l'UE. L'extravagance du premier ministre italien, qui s'est fait l'avocat des intérêts russes auprès de l'UE, provoque l'irritation à Bruxelles, même quand il défend des points de vue tout à fait raisonnables, comme la suppression du régime des visas entre la Russie et l'UE ou la coopération entre la Russie et l'OTAN. Les nombreux scandales auxquels Silvio Berlusconi est mêlé pèsent sur les contacts au plus haut niveau de l'État, comme on a pu le constater au moment de la visite officielle de Dmitri Medvedev à Rome en février 2011. Les journaux télévisés diffusés sur les principales chaînes italiennes et russes ont soigneusement évité ce sujet, tandis que les journaux et les sites Internet ont fait leurs gorges chaudes des mésaventures du dirigeant italien.

D'après les experts de l'Institut italien de relations internationales, l'Italie devrait continuer à entretenir de bonnes relations avec la Russie quels que soient les titulaires des postes de président et de premier ministre à Moscou et à Rome³⁰. L'analyse des relations russo-italiennes sous Romano Prodi confirme pleinement cette prévision. Lors des gouvernements Berlusconi, les relations entre les deux pays ont toujours été placées sous le signe de la sympathie personnelle liant le *Cavaliere* aux dirigeants russes ; en arrivant aux affaires, Prodi a rapidement imposé une nouvelle approche. Les relations privilégiées de l'Italie avec les États-Unis et la Russie devaient beaucoup à l'amitié de Berlusconi avec les présidents Bush et Poutine ; Prodi a, quant à lui, essayé de prendre ses distances vis-à-vis de ces deux dirigeants. Pour reprendre l'expression de Roman Marun, expert au Centre de recherches politiques appliquées de Munich, [Prodi] a « débarrassé » la politique étrangère italienne de « tout parfum d'amitié personnelle »³¹.

Il n'en demeure pas moins que, malgré les liens privilégiés qu'entretiennent Vladimir Poutine et Silvio Berlusconi, il existe entre eux plus de dissensions en politique étrangère – du Kosovo à l'Irak – qu'entre Poutine et Prodi. Aujourd'hui encore, les positions de Moscou et de Rome sont loin d'être identiques sur certains dossiers internationaux, notamment sur la situation en Libye. Le premier ministre russe s'est opposé à une opération militaire au sol de la coalition internationale, tandis que son homologue italien y était favorable. Mais les deux hommes se sont gardés de se critiquer mutuellement. Au final, c'est en cela que se manifeste leur amitié personnelle : ils évitent de s'opposer publiquement, tout en gardant les mains libres.

²⁹ « Berlusconi vernul pamât' » [Berlusconi a rappelé des souvenirs], 29 juin 2009, <<http://skandalov.ru/.../berluskoni-vernul-pamyat.html>>.

³⁰ R. Alcaro, « The Italian Government and NATO's New Strategic Concept », op. cit. [26].

³¹ « Prodi očišaet rossijsko-ital'ânskie otnošeníâ ot anomalij » [Prodi purge les relations russo-italiennes de leurs anomalies], Deutsche Welle-World, 20 juin 2006, <www.dw-world.de/dw/article/0,,2062095,00.html>.

La Russie dans la politique étrangère italienne

Aussi bonnes que soient les relations entre Rome et Moscou, il serait erroné de considérer l'Italie comme une sorte de « dompteur » de la Russie. Indépendamment de Berlusconi, il existe dans la classe politique italienne un consensus sur les principales orientations du pays en matière de politique étrangère. Depuis l'adhésion de l'Italie à l'OTAN en 1949 et à la CEE en 1957, l'atlantisme (orientation nette vers les États-Unis et l'OTAN) et l'euro-péanisme (la construction d'une Europe unie) ont été défendus par tous les gouvernements successifs, toutes tendances politiques confondues. Le fait que l'Italie considère qu'il vaut mieux inclure la Russie dans les affaires européennes que conduire à son égard une politique de *containment* ne signifie pas que Rome partage avec Moscou des vues similaires sur tous les dossiers. Quand elle se fait l'avocate d'un dialogue avec la Russie, l'Italie n'oublie jamais de rappeler qu'une coopération constructive avec Moscou nécessite une approche coordonnée d'abord avec l'UE et ensuite avec l'OTAN.

« Même si les opinions hostiles à la Russie sont amplement représentées au Parlement et dans les médias italiens »³², les hommes politiques italiens de gauche comme de droite ont toujours compris qu'il serait impossible d'obtenir la stabilité de la Grande Europe (l'Europe au sens large, incluant l'espace de la CEI) sans prendre en compte les intérêts de Moscou. Ils sont d'ailleurs très nombreux à reconnaître que l'Occident n'a pas toujours conduit envers la Russie une politique appropriée. Ainsi, ils expliquent souvent que le « discours de Munich » de Vladimir Poutine était dû en grande partie au refus de l'Occident de reconnaître les nouvelles réalités dans leurs relations avec la Russie et de revoir les règles du jeu établies dans les années 1990. Dans un article intitulé « Deux poids, deux mesures », publié dans le journal *Panorama*, le diplomate et analyste politique Sergio Romano écrivait :

« Les Américains n'ont pas compris que l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN serait interprétée par la Russie comme une intrusion intolérable dans son espace. Ils n'ont pas compris, non plus, que l'installation de bases américaines en Pologne et en République tchèque serait perçue en Russie de la même façon que l'installation de missiles soviétiques à Cuba en 1962 avait été perçue à l'époque par les États-Unis »³³.

Il faut également souligner que, globalement, les Italiens ont réagi de façon plus équilibrée que les autres pays de l'UE au conflit du Caucase en 2008. Ils ont notamment souligné la responsabilité du président géorgien Mikhaïl Saakachvili dans le déclenchement de cette crise : ainsi, Sergio Romano a sévèrement critiqué les actions de la Géorgie. Il a d'ailleurs introduit l'un de ses articles dans le *Corriere della Sera* par un avertissement : « Certains lecteurs pourraient trouver mon interprétation trop pro-russe ». Aujourd'hui, les positions « pro-russes » ne sont pas à la mode en Occident, mais l'Italie semble faire exception à la règle. De

³² A. Grego, « Posle skandalov WIKILEAKS : Zagovor atlantistov provalilsâ, razvitie rossijsko-ital'ânskikh otnošenij prodolžaetsâ » [Après le scandale WikiLeaks : la conspiration des atlantistes a échoué, les relations russo-italiennes continuent de se développer], 25 janvier 2011, <www.esteri.it/mae/it>.

³³ S. Romano, « Dva vesa i dve mery » [Deux poids, deux mesures], 26 août 2008, <www.inosmi.ru/translation/243577.html>.

nombreux hommes politiques et journalistes renâclent à reprendre à leur compte la version selon laquelle la Russie aurait été l'unique responsable du déclenchement du conflit³⁴. Le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini, tout en « regrettant » la reconnaissance par le président Medvedev de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, a rappelé qu'il était indispensable de « poursuivre le dialogue avec Moscou », car « un retour au scénario de la guerre froide aurait des conséquences catastrophiques pour la sécurité de tous »³⁵. Il est significatif que la décision d'organiser en 2011 l'Année croisée de la culture et de la langue en Italie et en Russie ait été prise peu après la crise ossète (le 6 novembre 2008), au cours de consultations russo-italiennes au plus haut niveau de l'État.

La réaction très réservée de la Russie à l'initiative européenne de « Partenariat oriental » – perçue par Moscou comme antirusse et la manifestation du désir de l'UE de créer sa propre zone d'influence dans l'espace de la CEI – a incité l'Italie à adopter à son tour une approche réservée à l'égard de ce projet. Rome estime que le « Partenariat oriental » ne doit pas être dirigé contre la Russie. C'est ce qu'a expliqué le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini le 16 mars 2009 à Bruxelles. Le chef de la diplomatie italienne a également proposé d'inclure Moscou dans ce projet et, notamment, d'inviter la délégation russe au sommet des pays du Partenariat oriental, prévu à Prague en mai de cette même année³⁶. Finalement, l'avis italien n'ayant pas été suivi, Rome a décidé de ne pas prendre part au Sommet de Prague du Partenariat oriental. Comme l'ont souligné plusieurs politologues italiens,

« au-delà d'une défense à courte vue de ses intérêts propres, spécialement dans le domaine énergétique, et de la tendance déraisonnable du premier ministre Berlusconi à justifier les actions de Poutine en toute circonstance, l'Italie s'inquiète réellement des conséquences de l'attitude ambiguë des pays occidentaux envers la Russie. Rome estime sincèrement que cette approche est contre-productive »³⁷.

La crise des relations euro-atlantiques a exercé une influence non négligeable sur la politique italienne vis-à-vis de la Russie. En Italie, comme dans le reste de l'UE, on avance de plus en plus les idées suivantes : en matière de sécurité, les intérêts des États-Unis et de l'UE ne sont pas identiques ; l'Europe ne constitue plus la première des priorités américaines ; la sécurité du Vieux continent devient progressivement l'affaire des pays européens eux-mêmes. Or, dans un tel cas de figure, on ne peut pas se passer de la Russie. Que cela plaise ou non, la Russie est un partenaire majeur de l'UE sur les dossiers de la Transnistrie, du Haut-Karabakh, du programme nucléaire de l'Iran, etc. C'est pourquoi l'Italie s'est montrée particulièrement déterminée – plus que les autres membres de l'UE et de l'OTAN – à soutenir l'initiative russe pour une nouvelle

³⁴ Dž. Bensi, « Nevraždebnaâ sila. Ital'ânskie politiki protiv "holodnoj vojny" s Rossiej » [Une force non ennemie. Les hommes politiques italiens ne veulent pas d'une "guerre froide" contre la Russie], *Vremâ novostej*, n° 161, 3 septembre 2008, <www.vremya.ru/2008/161/5/211763.html>.

³⁵ Ibid.

³⁶ « Glava MID Italii opasaetsâ antirossijskoj napravlenosti programmy ES "Vostočnoe partnêrstvo" » [Le chef de la diplomatie italienne redoute la dimension anti-russe du programme de Partenariat oriental de l'UE], 16 mars 2009, <www.regnum.ru/news/1137757.html>.

³⁷ Ibid.

architecture de la sécurité européenne. Il faut souligner que ce soutien ne provenait pas du seul Silvio Berlusconi, mais de plusieurs autres hommes d'État et responsables politiques italiens. Lors de sa visite en Russie en 2008, le président italien Giorgio Napolitano a déclaré que la proposition de Moscou avait suscité un grand intérêt dans son pays. Il s'est même engagé à promouvoir cette idée en Europe :

« J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les idées avancées par le président Medvedev concernant une nouvelle architecture de la sécurité euro-atlantique. Dans le cadre de l'Union européenne, l'Italie entend attirer l'attention sur ce sujet et stimuler une discussion approfondie de cette proposition »³⁸.

Tout en restant acquise aux idées atlantistes, l'Italie se prononce toutefois en faveur de la révision de la stratégie actuelle de l'OTAN qui doit, selon elle, être adaptée de façon à mieux répondre aux défis actuels à la sécurité internationale. Une telle adaptation, explique Rome, est nécessaire pour conserver les relations transatlantiques dans une nouvelle forme, qualifiée de « néo-atlantique ». Ici, l'élite politique italienne s'est fixé des priorités très claires : la Russie doit être un partenaire incontournable de l'OTAN. C'est ainsi que, conformément à « l'esprit de Corfou », un accord inter-gouvernemental autorisant le transit par le territoire russe des militaires et de l'équipement italiens en route vers l'Afghanistan, a été signé lors de la visite de Dmitri Medvedev en Italie en février 2011³⁹. L'Italie est devenue le cinquième État membre de l'OTAN à conclure un tel accord avec la Russie (après l'Allemagne, la France, l'Espagne et les États-Unis). Par ailleurs, les dirigeants italiens partagent le point de vue du secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, sur l'importance de la participation de la Russie au programme de sécurité anti-missile européenne défendu par Barack Obama. À la différence du projet de défense anti-missile cher à George W. Bush, ce programme tient compte des intérêts des partenaires européens de l'Amérique.

Dans le même temps, il est certain que Rome continuera de soutenir le « bouclier anti-missile européen » même si la Russie décidait de rejeter cette proposition⁴⁰. La direction italienne s'oppose au retrait à court terme des armes nucléaires tactiques américaines du territoire européen ; l'une des raisons de cette attitude est sa volonté de conserver un moyen de pression sur Moscou. Cela n'empêche pas l'Italie de rejeter un hypothétique « redéploiement géographique » de ces armes nucléaires tactiques sur le territoire des nouveaux membres d'Europe centrale et orientale de l'OTAN, car un tel scénario susciterait certainement des tensions avec la Russie.

Même si, comme cela avait déjà été le cas lors de l'intervention en Irak, la Russie s'est montrée très réservée vis-à-vis de l'opération militaire des pays de l'OTAN en Libye, l'Italie y a pris part sans tenir compte de l'inquiétude de son partenaire privilégié. Rome ne s'est pas contentée de mettre ses bases aériennes à la disposition de la coalition pour bombarder les positions de Kadhafi ; elle a également décidé d'impliquer directement

³⁸ V. Kuz'min, « Napolitanskij romans » [Une romance napolitaine], *Rossijskaâ gazeta*, n° 4708, 17 août 2008, <www.rg.ru/2008/07/17/napolitano.html>.

³⁹ RIA Novosti, « Medvedev sčitaet otnošeniâ Rossii s Italiej strategičeski važnymi » [Medvedev considère que les relations de la Russie avec l'Italie revêtent une importance stratégique], 16 février 2011, <www.rian.ru/politics/20110216/334881617.htm>.

⁴⁰ R. Alcaro, *op. cit.* [26].

l'Armée de l'air italienne en Libye. La participation énergique de l'Italie au processus de règlement de cette crise reflète parfaitement sa politique étrangère, qui vise à accroître l'importance du pays au sein de l'OTAN en particulier et sur la scène internationale en général afin de passer du statut « d'une puissance moyenne à celui d'un acteur d'envergure mondiale ». Cette ambition n'empêche nullement la direction italienne de soigner ses relations avec la Russie.

Plusieurs accords importants portant sur la coopération bilatérale en matière militaire ont été signés lors des dernières rencontres entre les leaders des deux pays. Début décembre 2010, le président russe Dmitri Medvedev a eu des entretiens avec le premier ministre italien Silvio Berlusconi dans la ville balnéaire de Sotchi. À cette occasion, les deux hommes sont convenus d'organiser en 2011 des exercices militaires conjoints sur terre et sur mer – hors du cadre habituel des exercices conjoints entre la Russie et un pays de l'OTAN. Les ministres de la Défense des deux pays, Anatoli Serdioukov et Ignazio La Russa, ont également discuté de divers aspects de la coopération bilatérale, comme les visites de navires militaires italiens sur les bases russes et vice versa, les échanges d'élèves des écoles militaires, ou encore le partage d'expérience en matière de médecine et de formation militaires.

Conclusion

Les relations entre la Russie et l'Italie peuvent à juste titre être qualifiées de « partenariat privilégié ». Elles reposent à la fois sur des fondements objectifs et personnels. L'axe Moscou-Rome constitue un mélange complexe d'intérêts économiques et politiques parfaitement pragmatiques, de traditions historiques et culturelles, de prédisposition mutuelle des deux peuples et, enfin, de sympathies personnelles liant les leaders des deux États. Toutefois, ce sont les intérêts pratiques à long terme des deux parties, tant sur le plan politique que sur le plan économique, qui représentent l'élément structurant de ces relations. Les vingt dernières années ont montré que ces intérêts ne connaissent pas de changements brutaux dus à la conjoncture. Le style de la diplomatie peut être retouché, les accents peuvent évoluer selon les préférences de tel ou tel dirigeant, mais ces changements ne remettent jamais en cause le cadre global des relations interétatiques.

L'Italie n'est pas le seul pays à entretenir des relations spéciales avec la Russie. Il en va de même de l'Allemagne et de la France. Mais si un leader de centre gauche et « européen » convaincu comme Romano Prodi, s'est efforcé, de même que les responsables de l'Allemagne et de la France, de bâtir les relations de son pays avec la Russie en priorité dans le cadre de l'Union européenne, en revanche l'« atlantiste » et populiste Silvio Berlusconi a toujours mis l'accent sur le rôle spécifique de l'Italie comme médiateur entre, d'un côté, la Russie et, de l'autre, les États-Unis et l'OTAN. Au-delà de ce qui distingue les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir à Rome, il faut reconnaître que, dans le contexte d'une Europe post-bipolaire, l'Italie a été l'un des premiers États à vouloir relever un défi de taille posé au Vieux Continent : la nécessité d'inclure dans l'espace européen la Russie – un pays à l'immense territoire accusant des retards considérables dans de nombreux domaines. Ce pays riche en ressources naturelles et de culture slave et orthodoxe est, dans le même temps, partie intégrante de la civilisation européenne⁴¹.

Plus la politique de l'UE et de l'OTAN envers la Russie sera cohérente, plus les relations russo-italiennes seront transparentes et lisibles pour le reste du monde. Aussi longtemps que l'Union européenne restera divisée entre « atlantistes » et « européens », en « Vieille » et en « Nouvelle » Europe, ni l'UE ni l'OTAN ne seront des structures efficaces. Une fois que l'UE et l'OTAN auront défini envers la Russie une attitude claire et positive, l'institution même des « médiateurs » deviendra inutile.

⁴¹ A. Forti, « Italiâ-Rossiâ. Delo ne tol'ko v gaze » [Italie-Russie : il ne s'agit pas seulement de gaz], *op. cit.* [18].